

Merci de remplir, dater et signer.

Envoyer le bulletin ci-dessous accompagné de votre règlement à :

MAEVA Polynésie à l'attention de **Marie Lacoïn - 18 rue Mortinat - 92600 Asnières sur seine**

ou par courriel à : adhesion@maeva-polynesie.fr si règlement par virement bancaire

IBAN: FR76 3000 4003 4500 0103 3553 547 - BIC: BNPAFRPPXXX

Attention ! Nouvel IBAN !



M. A. E. V. A. Polynésie

Mouvement Associatif pour les Enfants Venus des Archipels
Polynésiens 486, Route Durantière 69530 ORLIENAS

www.maeva-polynesie.fr Tél.: +33 (0)2 99 54 00 56 myriam.pradet@maeva-polynesie.fr

(du 1er janvier au 31 décembre 2026)

Avez-vous déjà été adhérent à MAEVA Polynésie ? oui non

Êtes-vous actuellement en démarche en vue d'une adoption ? oui non

1 : Adhérents (Parents ou Adoptés Majeurs)	Signataire	Conjoint (e)
Nom & Prénom		
Situation familiale	Mariés Pacsés Concubins Célibataire _____	
Collège	Famille Adoptive Postulant Adopté Majeur - 26 ans _____	
Adresse Postale		
☎ Fixe et mobiles :		
E.mail (en MAJUSCULES si manuscrit)		

2 : Enfants	Prénom	Date de naissance JJ/MM/AAAA	Lieu de naissance	Sexe M - F	Biologique (B) Adopté (A)

3 : Cotisation* annuelle familles, postulants, adoptés majeurs 26 ans et plus : 50 €. Adoptés 18-25 ans 20 €	
Don à MAEVA Polynésie	
TOTAL	

Chèque

Attention ! Nouvel IBAN !

Virement

Titulaire

Date:

Signature:

chèque à l'ordre de **MAEVA Polynésie**

virement bancaire: **IBAN FR76 3000 4003 4500 0103 3553 547 - BIC: BNPAFRPPXXX**

* **Rappel** : la cotisation ouvre droit à une réduction fiscale de 66 %, pour les foyers imposables, dans la limite du plafond

Attestation pour les impôts aux noms du signataire et du conjoint

Informatique et libertés : les informations demandées dans le présent document sont nécessaires au traitement et à la gestion de votre adhésion. Elles seront recensées dans les fichiers informatiques de MAEVA Polynésie, déclarés auprès de la CNIL. Vous pouvez manifester toute opposition au traitement informatique de ces données, y accéder librement auprès de l'Association et exercer vos droits de rectifications, conformément aux articles 27 et 31 de la loi N° 78-17 du 6 janvier 1978.